

Discours de Son Excellence Monsieur Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi,
Président de la République Islamique de Mauritanie

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur Ban Ki Moon, Secrétaire Général des Nations Unies,

Monsieur le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour
l'Alimentation et l'Agriculture,

Messieurs les Représentants des Institutions coorganisatrices de cette
Conférence,

Honorables Participants,

Cette conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis du changement climatique et des bioénergies, se tient dans un contexte marqué par une augmentation vertigineuse des prix des denrées alimentaires partout dans le monde et particulièrement dans les pays en voie de développement. La hausse continue des prix du pétrole contribue à aggraver cette situation puisque plusieurs pays portent, désormais, un intérêt croissant aux biocarburants. La conjugaison de ces deux phénomènes menace sérieusement la sécurité alimentaire mondiale en général, et celle de l'Afrique en particulier.

La crise alimentaire que nous vivons, aggrave la situation nutritionnelle, déjà précaire, des pays pauvres. Elle peut également entraîner des troubles sociaux et des situations d'instabilité politique, constituant ainsi une menace sérieuse à la paix et à la stabilité dans le monde et un frein supplémentaire au développement économique et social des pays en développement. Face à cette situation, nous avons, en Mauritanie, mis en œuvre un programme spécial d'intervention de 167 millions de dollars, au profit des populations les plus touchées, que nous avons financé entièrement sur nos ressources propres, réduisant ainsi nos possibilités d'investissement dans d'autres secteurs vitaux. Outre un ensemble de mesures visant à accroître notre production agricole durant la prochaine campagne, ce programme spécial comporte aussi des

distributions alimentaires gratuites, des opérations « Vivres Contre Travail », le financement d'activités génératrices de revenus et la mise en place d'un circuit d'approvisionnement stable, à des prix maîtrisés en zones rurales

De tels programmes d'intervention constituent en eux-mêmes une réelle préoccupation pour les gouvernements qui les mettent en œuvre, puisqu'ils ne sauraient être maintenus durablement, faute de ressources, et leur suspension pourrait, si la situation générale ne s'améliorait pas, conduire à une crise alimentaire désastreuse.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, malgré l'engagement de la Communauté Internationale, notamment lors des Sommets Mondiaux sur l'Alimentation de 1996 et de 2002, et les efforts entrepris depuis lors, le nombre de personnes menacées de famine et victimes de malnutrition ne cesse d'augmenter dans le monde.

A moins de courir le risque de voir réapparaître une situation de famine d'un autre âge où l'ajustement de la demande à l'offre de nourriture se fait par mort d'êtres humains, la communauté internationale doit réagir par la prise de mesures immédiates en faveur des pays les plus menacés par cette famine. Elle doit aussi réagir par des mesures rapides en faveur du développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Les mesures immédiates doivent porter sur l'aide alimentaire aux populations démunies, la reconstitution de stocks alimentaires de sécurité et le soutien à la prochaine campagne agricole par des engrais, des semences de qualité, et par la livraison d'équipements appropriés. Il s'agira ensuite pour le moyen et le long terme, d'aider nos pays à relever les défis auxquels ils sont confrontés dans le cadre de leurs efforts visant à assurer durablement la sécurité alimentaire de leurs populations.

Cette aide devra se porter en particulier sur :

- L'accroissement des investissements en vue d'augmenter la production et la productivité agricole ;
- Le développement de la recherche scientifique et le renforcement des institutions de formation et de vulgarisation agricole.

Mesdames et Messieurs,

La préservation durable de notre environnement est une nécessité pour le développement économique en général, et pour le développement de l'agriculture en particulier. La sécurité alimentaire en est donc tributaire. Elle requiert la mise en place d'instruments appropriés de lutte contre la désertification et le réchauffement climatique.

En Mauritanie, pays saharo-sahélien où la pluviométrie est insuffisante et irrégulière, nous nous attelons à mettre en œuvre un plan d'action national pour l'environnement assorti d'une stratégie de développement durable et d'un programme d'action national qui porte sur :

- La lutte contre la désertification ;
- La conservation de la biodiversité ;
- Et la lutte contre le réchauffement climatique.

Notre espoir est que la mise en œuvre de ce plan d'action, pour laquelle nous sollicitons l'assistance de la communauté internationale, contribue à nous aider à assurer, à moyen terme, notre sécurité alimentaire.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, ici, saluer l'initiative de Monsieur BAN Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies, et lui assurer notre appui à la mise en place d'un plan d'action complet et coordonné, qui prend en compte les besoins immédiats et les politiques à plus long terme.

Qu'il me soit également permis de féliciter Monsieur Jaques Diouf et son organisation pour l'« Initiative de la FAO contre la flambée des prix des denrées alimentaires », initiative dont mon pays est bénéficiaire. C'est l'occasion pour moi d'insister sur la nécessité pour la Communauté internationale de mobiliser les moyens financiers identifiés par la FAO comme étant nécessaires à la fourniture d'intrants agricoles et d'aliments de bétail pour les campagnes agricoles de 2008 et de 2009.

Je vous remercie de votre attention.